

« garantie de la S. D. N. » contre un éventuel coup de main fasciste, ce qui signifie faire appel aux troupes françaises qui viendront imposer, à la pointe des baïonnettes cette « paix » si désirée. Au nom de la liberté, la social-démocratie internationale se range derrière la France préparant déjà le prolétariat à marcher spontanément derrière le drapeau pourri de la démocratie « Stavinskiste » contre les dictatures fascistes. D'ailleurs tous les partisans du statu quo devront suivre la logique des événements et passer au service de la force impérialiste qui peut assurer ce régime « libre ».

Quand les centristes proclament être les champions du statu quo, bien entendu après les socialistes d'extrême-gauche qui ont le front de s'appeler « léninistes », mais être opposés à une éventuelle occupation de la Sarre par l'armée française, il s'agit de leur part d'une simple inconséquence que les événements auront vite fait de démolir. Le statu quo signifie l'accommodé à la sauce « léniniste » ou réformiste), rattachement à la France. Si le prix de la « liberté » est dans cette solution il faut aussi être prêt à appuyer la France à défendre militairement « la liberté » et évidemment la « paix ». D'autre part, si le statu quo se relie, comme nous le pensons, au problème de la guerre, il n'y a pas d'autre solution que de prêcher dès maintenant la guerre « démocratique » contre l'Allemagne.

Les centristes tout particulièrement sont aujourd'hui embourbés dans des contradictions assez singulières. Ils luttent pour le statu quo parce qu'il s'agit de faire reculer le fascisme allemand et pour assurer en même temps la liberté de la population sarroise. Mais ils prétendent qu'une intervention de l'armée française pour protéger le sort du plébiscite, pour permettre la réalisation du statu quo contre le terrorisme hitlérien, est une menace contre la « paix ». Comprenez qui pourra. Les « sectaires » de notre espèce n'admettront jamais que la « paix » soit autre chose qu'un simple choix entre deux camps capitalistes qui s'apprêtent au combat. Centristes, bolchéviks-léninistes, réformistes, en luttant pour le statu quo au nom de la « paix » travaillent pour une guerre favorable à la France.

Le problème de la Sarre tel qu'il a été posé par les impérialismes directement intéressés peut comporter des menaces de guerre pour 1935. Des reculs, des frictions plus vives, des nouvelles alliances se feront probablement jour, autour de ce centre litigieux, de même que l'angoissant problème de l'Asie se posera plus nettement. Le capitalisme comprime encore ses entrailles pour empêcher une guerre avant terme. Mais les contradictions sont innombrables. L'Allemagne acculée par une situation désespérée tend désespérément vers un dénouement. La France, pour maintenir sa suzeraineté dans les Balkans, comprend également qu'elle ne pourra plus temporiser fort longtemps. Et si même le plébiscite recevait une solution intermédiaire, très rapidement la course vers le dénouement suivrait sa trajectoire.

Que tous ceux qui se sont accrochés au statu quo en Sarre regardent maintenant leurs mains. Ils y verront les traces indélébiles que le capitalisme y a burinées ; ils y retrouveront le fumier de la démocratie bourgeoise, de la guerre impérialiste. Et qu'ils crient donc encore à la gloire du fumier où ils se vautrent, qu'ils opposent leur réalisme méprisable à notre sectarisme de bibliothèque. Jamais nous ne voudrions tomber aussi bas que les partisans de la démocratie française. Nous serons seuls à crier qu'il faut maintenir le drapeau de la révolution prolétarienne, nous serons seuls à nous opposer à toutes les solutions du capitalisme, mais notre solitude trouvera un profond écho parmi les masses quand le canon de la guerre impérialiste montrera aux ouvriers dans quel charnier les ont conduit les « réalistes » de tout acabit. Et alors aucune eau ne lavera la trahison de tous les complices du capitalisme, à eux comme à Parvus, les ouvriers feront comprendre qu'avec des mains sales on ne fait pas la révolution.

FASCISME - DÉMOCRATIE : COMMUNISME

La question centrale qui se pose à l'heure actuelle, devant le mouvement ouvrier, est celle de son attitude envers la démocratie ou, pour préciser, la nécessité de prendre ou non la défense des institutions démocratiques que le fascisme menace en même temps qu'il procède à la destruction des organisations prolétariennes. Pour cette question — comme pour d'autres d'ailleurs — la solution la plus simple n'est pas la plus claire, celle-ci ne correspondant nullement à la réalité de la lutte des classes. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, à première vue, le mouvement ouvrier ne parviendra à préserver réellement ses organismes de l'assaut de la réaction, qu'à la seule condition de maintenir intacts ses positions de lutte, de ne pas les relier au sort de la démocratie et de livrer la bataille contre l'attaque fasciste en même temps qu'il poursuit sa lutte contre l'Etat démocratique. En effet, une fois établie la jonction entre le mouvement ouvrier et les institutions démocratiques, la condition politique se trouve être réalisée pour le désastre certain de la classe ouvrière, car l'Etat démocratique trouve, dans l'apport des masses ouvrières, non pas une possibilité de vie ou de persistance, mais la condition nécessaire pour se transformer en un régime d'autorité, ou le signal de sa disparition afin de céder sa place à la nouvelle organisation fasciste.

Si l'on considère la situation actuelle, en dehors de sa connexion avec les situations qui l'ont précédée et qui lui succéderont, si l'on considère la position actuelle des partis politiques sans les relier au rôle qu'ils ont eu dans le passé et à celui qu'ils tiendront dans l'avenir, on déplace les circonstances immédiates et les forces politiques actuelles du milieu historique général, ce qui permet facilement de présenter ainsi la réalité : le fascisme passe à l'attaque, le prolétariat a tout intérêt à dé-

fendre ses libertés, et de cela résulte la nécessité pour lui d'établir un front de défense des institutions démocratiques menacées. Maquillée d'une teinte révolutionnaire cette position est présentée sous le vernis d'une prétendue stratégie révolutionnaire se piquant au surplus d'être essentiellement « marxiste ». Le problème sera, dès lors, introduit de cette manière : une incompatibilité se manifeste entre la bourgeoisie et la démocratie, par conséquent l'intérêt du prolétariat à défendre les libertés que lui accorde cette dernière se greffe naturellement sur ses intérêts spécifiquement révolutionnaires et la lutte pour la défense des institutions démocratiques devient ainsi une lutte anti-capitaliste!

A la base de ces propositions il existe une confusion évidente entre démocratie, institutions démocratiques, libertés démocratiques et positions ouvrières que l'on nomme erronément « libertés ouvrières ». Au point de vue théorique, aussi bien qu'au point de vue historique nous constaterons qu'entre démocratie et positions ouvrières il existe une opposition irréductible et inconciliable. Le mouvement idéologique qui a accompagné l'ascension et la victoire du capitalisme se place et s'exprime, au point de vue économique et politique, sur une base de dissolution des intérêts et des revendications particulières des individualités, des groupements et surtout des classes, au sein de la société. Ici l'égalité des composants deviendrait possible justement parce que les individus confient leur sort et le soin de les défendre, aux organismes étatiques représentant les intérêts de la collectivité. Il n'est pas inutile de noter que la théorie libérale et démocratique suppose la dissolution de groupements, de catégories données de « citoyens » lesquels auraient tout intérêt à faire spontanément cession d'une partie de leur liberté pour